

# Les modes de régulation de la reproduction humaine

## Incidences sur la fécondité et la santé

*Colloque international de Delphes (6-10 octobre 1992)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

**AIDELF**

# **Pression sociale et fécondité : la dimension socio-démographique de la procréation**

---

**Byron KOTZAMANIS**

Centre National de Recherches Sociales, Athènes, Grèce

Identifier et définir les voies prises dans le temps et l'espace par nos sociétés contemporaines pour que les couples se conforment aux modèles de fécondité en vigueur, examiner la nature et l'intensité (entre autres) des pressions exercées pour faire adopter les techniques existantes - ou freiner leur diffusion - pour inciter à l'abandon ou assurer le maintien des comportements influençant la procréation ; mais aussi mesurer l'impact de ces pressions, voilà qui nous conduit au coeur des questions traitées par la démographie et la sociologie de la population.

Ainsi, si pour reprendre M. Halbwachs, derrière tout fait de population « nous apercevons une activité collective qui élabore en quelque sorte les données biologiques et les oriente », définir cette activité collective - qui est beaucoup plus que la somme des activités et des actions individuelles - saisir ses mécanismes, identifier ses agents, savoir comment elle évolue et quels sont les facteurs qui l'influencent est une tâche complexe, d'autant plus, quand on s'attaque au problème de la reproduction, du « substrat de la vie collective ».

Si on accepte donc - avec E. Durkheim - que le « fait social » est concrétisé par son extériorité par rapport à l'individu et par la contrainte qu'il exerce sur lui (ou par le fait qu'il s'impose à lui), l'analyse de l'activité collective tant évoquée passe inévitablement par la distinction entre deux niveaux (individuel/collectif). Ces deux systèmes conditionnent et façonnent les individus, et inévitablement, leurs manières d'agir au quotidien.

La pression sociale, élément constitutif avec la socialisation de cette « activité collective », ne peut donc que viser, indirectement, à l'adoption des réactions et comportements conformes à un schéma attendu et approuvé socialement - voire à des modèles, plus ou moins conformes au modèle dominant - et, entre autres peut-être à « un » schéma ou modèle attendu ou approuvé socialement dans chaque société donnée de reproduction-fécondité.

Ainsi, si très souvent le démographe est tenté par l'étude en soi de la fécondité, de son intensité et/ou de son calendrier, des techniques appropriées influençant l'un et/ou l'autre (de leur efficacité et de leur mode de diffusion) comme d'ailleurs des variables influençant indirectement la fécondité (la nuptialité, migration, etc.), ces approches restent bel et bien partielles et partiales si on n'intègre pas dans l'analyse l'ensemble des éléments constitutifs déterminant nos « manières d'agir, de penser et de

sentir » selon l'expression de E. Durkheim dans « les Règles de la Méthode Sociologique ».

Parmi ces éléments, certains ayant une signification sociale prononcée ont retenu pendant longtemps notre attention et des études fort intéressantes ont vu le jour dans l'après guerre, études « liant » des entités sociales bien définies à la procréation, avançant nos connaissances dans ce domaine. Mais, c'était encore insuffisant : au sein de ces entités les individus occupent des positions particulières auxquelles sont attachées par un complexe normatif de droits et devoirs, des normes aussi bien appliquées aux uns et aux autres. Toutefois, selon certains, ces normes, aux niveaux les plus élevés peuvent être aussi considérées comme des éléments constitutifs des modèles généraux (modèles de procréation entre autres) : l'acte individuel, requiert donc une dimension proprement sociologique qu'il ne faut point oublier.

Ceci amena progressivement les démographes à dépasser l'étude des variables et de leur évolution comme somme des événements d'appartenance strictement individuelle. De même, peu à peu, on a pu s'apercevoir des limites des études à la fois centrées presque exclusivement sur la recherche des liens statistiques entre entités sociales et fécondité ou encore s'intéressant à la « mesure » de l'influence socio-culturelle (variable indépendante) sur la fécondité (variable dépendante) à travers les variables dites « intermédiaires ». Des approches systémiques commencent alors à émerger, essayant de tenir compte du fait qu'on se trouve en présence de systèmes complexes, composés eux-mêmes de plusieurs sous-systèmes (ayant souvent leurs propres objectifs), systèmes variant dans le temps et l'espace, mais aussi pouvant n'être point similaires au sein d'un même espace socio-culturel.

Ainsi, pour revenir à la procréation qui se trouve au coeur de ce colloque de l'AIDELF, étudier les liens entre pression sociale et fécondité (thème central de la première séance) présuppose qu'on ait pris conscience du fait que si c'est bel et bien l'individu lui-même qui procréé (en exerçant dans les limites du possible biologique son libre choix), il n'en reste pas moins vrai que son acte est aussi déterminé en même temps socialement. Son appartenance à des ensembles sociaux plus ou moins définis, implique à la fois une certaine vision du monde et une façon de vivre, donc une certaine « logique » sociale qui s'impose indirectement à travers - entre autres - les valeurs et les normes sociales (voire le contrôle social, la pression sociale).

Or, cette pression sociale, tout en délimitant globalement le cadre dans lequel l'individu exerce son libre arbitre (en fixant en même temps les limites des variations socialement acceptables) selon un modèle (voire plus, en fonction de l'homogénéité de la société examinée), infléchit nécessairement les variables mentales et comportementales (voire même les variables physiologiques). D'où l'adoption (ou non) de certaines techniques (leur diffusion ou encore leur rejet) régissant les relations sexuelles (visant à limiter ou à accroître la fécondabilité au maximum) ainsi que les projets, attitudes et représentations tout au long de la période de procréation probable de la femme.

Pour l'étude de l'influence des variables environnantes du système global (physiologiques, comportementales, mentales), sur les éléments qui sont directement impliqués dans la procréation pour saisir l'impact des pressions sociales et mesurer leurs effets, deux grandes voies sont en principe ouvertes. D'une part, on peut toujours émettre l'hypothèse que l'influence du système sur lesdites variables « spécifiques » se fait

d'une façon plus ou moins autonome, sans passer donc par l'étude des modèles existants par rapport à la fécondité (modèles que l'individu intégrerait à travers son appartenance, à une entité sociale donnée) et dans ce cas, il faut souvent admettre l'interférence d'autres variables (en les identifiant) pouvant expliquer les relations souvent opposées, enregistrées dans des recherches menées visant à mesurer l'impact d'une variable donnée sur le risque de procréation. D'autre part, on peut supposer l'existence de modèles jouant un rôle crucial, cristallisant et interprétant les influences que peuvent avoir les différents éléments du système socio-culturel sur la procréation, conditionnant en grande partie la concrétisation des variables physiologiques, comportementales et mentales spécifiques à la fécondité.

Selon donc l'hypothèse de départ adoptée, de multiples approches sont possibles par les études centrées sur ce sujet, études menées à des échelons divers, portant sur des ères socio-économiques et culturelles fort différentes, s'intéressant au temps court ou par contre intégrant la longue durée, tenant compte de la force d'inertie ou privilégiant, à l'inverse, la force du changement. Les communications présentées dans cette première séance, provenant de scientifiques d'horizons fort différents et d'ères fort éloignées reflètent les difficultés inhérentes au sujet et la multitude des voies empruntées. Treize textes ont été ainsi regroupés sous le thème de « Pression sociale et Fécondité ». Leurs auteurs nous présentent des études variant dans le temps et l'espace, du XIX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui, des pays développés (Italie, Belgique, France) aux pays dits « en développement » (Guinée, Bénin, Congo), de régions bien délimitées (Yucatan) à des espaces vastes (Afrique de l'Ouest).

Ainsi *Patrice Vimard* et *Agnès Guillaume* dans leur communication traitant de la multiplicité des facteurs de la fécondité dans l'Afrique de l'Ouest, insistent sur la prédominance dans cette région d'une forte fécondité coexistante avec des évolutions divergentes tout en essayant de repérer certains déterminants économiques et sociaux pouvant les expliquer. Ils notent ainsi que « les pressions sociales et familiales qui s'expriment avec force dans la société rurale traditionnelle s'exercent de manière atténuée dans la population urbaine, ainsi que dans les milieux agricoles insérés dans l'économie monétaire » et ils donnent pour illustrer leurs propos, l'exemple de deux communautés ivoiriennes. Les éléments cités leurs permettent de constater que les idéaux de forte fécondité dans la première « ne subissent qu'une faible altération malgré les changements profonds des conditions socio-économiques ». L'évolution du cadre matériel de la reproduction, précisent les auteurs, n'a pas encore modifié fondamentalement le cadre « idéologique » traditionnel de la fécondité (dans ces sociétés, de l'ordre du culturel mais aussi du religieux) « pour la raison essentielle que ces deux instances n'évoluent pas selon la même temporalité ». Par contre, dans la seconde, en dépit d'une tendance à la hausse, non homogène toutefois, des idéaux favorables à une fécondité « réduite » commencent à émerger ; les auteurs insistent alors sur le fait que si cette émergence atteint des individus appartenant à tous les groupes socio-économiques (mais surtout les plus jeunes), elle est davantage perceptible dans certaines communautés, du fait d'une « différenciation croissante des pratiques et des idéaux entre les groupes sociaux comme entre les individus, dans le cadre de dynamiques de reproduction démographiques nouvelles et moins figées... ».

*Florentin Donadjè* s'intéresse au contexte socio-culturel de la reproduction dans l'Afrique sub-saharienne, où les groupes de famille exercent encore un contrôle impor-

tant sur les membres apparentés. L'auteur, en prenant comme exemple le Bénin, s'efforce de préciser alors le fonctionnement de la famille élargie, ses caractéristiques, ses objectifs ainsi que les moyens de ses stratégies. Selon lui, les motivations individuelles à la procréation, dans un contexte où la pérennité de la famille doit être assurée par excellence grâce à une descendance nombreuse, peuvent s'interpréter comme un besoin pour l'individu de ne pas s'isoler : la résistance dans ce cadre aux « assauts de ceux qui sont chargés de veiller aux respects des principes des familles, à la réalisation de l'idéal commun » (qui est la puissance par le nombre et la prospérité) est fort limitée. L'auteur insiste sur le fait que l'homme et la femme, au sein de ses sociétés « n'ont d'objectifs de procréation que ceux voulus par les hyperstructures du niveau collectif (famille) ». Il précise que la structure familiale patrilinéaire mettant l'accent sur la parenté fondée sur la transmission des droits de succession et d'héritage, l'homme se trouve chargé d'assurer la continuité du groupe en s'impliquant plus que la femme dans les idéaux de sa famille. Ceci amène F. Donadjè à s'intéresser aux stratégies masculines de reproduction et aux principaux moyens institutionnels disponibles pour atteindre les objectifs visés. Le mariage apparaît à ses yeux comme la stratégie centrale de l'homme, l'institution la plus significative lui permettant d'accroître son prestige en élargissant sa famille. La polygamie s'inscrit alors dans un environnement déterminé par le culturel et le social, contribuant à une fécondité masculine maximale, de même que les unions successives (toutes deux semblant être des stratégies conscientes de la procréation). L'auteur conclut en insistant sur la nécessité d'une approche masculine de la fécondité permettant de mettre en exergue les tendances dominantes des facteurs sociaux, culturels, psychologiques et économiques en relation avec les comportements de procréation.

*Amadou Lamarana Diallo* centre sa communication sur le contexte social et juridique de la fécondité et de la nuptialité en Guinée. L'auteur souligne le peu d'impact des dispositions législatives prises après l'indépendance tout en faisant mention de la persistance de constantes culturelles particulièrement résistantes aux changements sociaux (mariage universel et précoces et stabilité quasi-totale des unions) et favorables à une descendance nombreuse. Selon lui « l'existence de ce qui est considéré comme les conditions optimales d'une forte fécondité découle en fait des droits coutumiers et non de comportements volontaristes pour une procréation plus planifiée ». Toutefois, dans cet environnement guinéen, les données fournies par A. Diallo permettent de saisir l'existence d'au moins un modèle culturel, qui, sans être en contradiction avec le modèle dominant reste toutefois déviant. La Guinée Forestière se différencie largement du reste du pays par une nuptialité moins intense, un taux de polygamie faible, un mariage tardif des femmes en milieu rural (explicable selon l'auteur « par les survivances des habitudes initiatiques qui renaient longtemps les jeunes en forêt sacrée ») et des taux de fécondité plus bas. L'auteur pourtant ne fait pas mention des éléments cruciaux pouvant expliquer les écarts constatés.

Le professeur *A. Pitshandenge Dgondo*, dans sa communication tend à répondre à une question bien précise : les mutations culturelles en matière de mariage en Afrique sub-saharienne peuvent-elles être à la base d'un début de « transition démographique » ? En effet, sa communication est centrée surtout sur les mutations en milieu urbain au Zaïre, mutations portant, avant tout, sur le système matrimonial, la sexualité des adolescents, le statut de la jeune femme et les attitudes face aux pratiques contraceptives. L'auteur, en partant du principe que l'influence des variables du système global sur les



variables individuelles (comportementales et mentales) spécifiques à la procréation se fait de manière relativement autonome, note l'émergence d'une part d'une « polygamie privée » en milieu urbain valorisant le statut de la « femme-ambassade », allant de pair avec une permissivité sexuelle et une certaine connaissance des méthodes contraceptives modernes et d'autre part, d'un nouveau statut de la femme pour laquelle l'acquisition de l'éducation, l'urbanisation et l'exercice d'une activité ont joué un rôle déterminant. Ces éléments incitent l'auteur à conclure que même si les conditions socio-économiques requises pour une transition démographique du type « occidental » ne sont pas réunies, les prémices d'une procréation limitée apparaissent toutefois à travers les particularités de la nuptialité et « une hostilité psychologique vis-à-vis de la procréation ».

*Naasson Loutete-Dangui* et *Joseph Gabriel Mokima* traitent tous deux dans leurs communications du même pays : le Congo-Brazaville. Le premier parle de « l'incidence de l'environnement socio-culturel sur la fécondité », le second de « l'impact de l'environnement socio-culturel et de la politique sur la fécondité ». Le premier dans sa brève communication, après avoir apporté quelques données sommaires permettant de situer le niveau de la fécondité dans ce pays profondément nataliste, cite les éléments par lesquels, selon lui, transite l'influence de l'environnement sur la procréation (stérilité, activité économique de la femme, niveau d'éducation et statut matrimonial). Toutefois, la simple énumération de ces facteurs ne nous apporte pas des éléments pouvant appréhender comment les variables du système socio-culturel influencent la fécondité congolaise. Le second auteur est surtout préoccupé par la conciliation entre pressions familiales et objectifs de la planification familiale. Selon lui « le plus grand problème qui appelle la planification familiale au Congo reste encore la grossesse non désirée qui est une grossesse non programmée par le couple ». Il insiste sur la pression pour le strict respect des règles traditionnelles de l'espacement des naissances exercée sur la femme dans le milieu rural, l'emprise des anciennes générations et les attitudes censurées des femmes en ville, tout en notant la forte valorisation socio-culturelle de l'enfant et l'autonomie relative des femmes face aux mécanismes de fonctionnement et de contrôle des familles congolaises.

Avec *Arlette Gautier* et *André Quesnel*, tout en passant à une autre ère géographique et culturelle (Mexique, région de Yucatan) on change d'angle de vue. Les co-auteurs de cette communication adoptent certes une approche en terme d'institutions mais se différencient des intervenants précédents prenant le changement dans celles-ci en tant que telle : ils les examinent du point de vue de leurs objectifs, de leur fonction, comme productrices des normes qui viendront interférer avec celles produites par d'autres institutions (église, famille étendue), lesquelles, dans l'étude de cas du Yucatan, sont progressivement dépossédées du contrôle de la reproduction. Les auteurs montrent ainsi comment les services de la santé - et leurs agents - parviennent à diffuser les idéaux biomédicaux et sociaux de procréation auprès des femmes. Néanmoins, ces idéaux viennent interférer avec ceux en vigueur dans le couple, d'autant plus que les mutations économiques récentes dans la région examinée sont porteuses de changements importants : ils dévalorisent en effet la main d'oeuvre familiale et accroissent l'autonomie relative de la femme par rapport à l'homme face à la décision du recours à la contraception (voire le choix du moment et des différentes méthodes contraceptives utilisées...) tout en favorisant une autonomie croissante du couple vis-à-vis du reste de

la famille dans les mêmes domaines. L'ensemble des éléments présentés permet alors aux co-auteurs de conclure que si c'est dans un champ idéologique fortement bouleversé par la crise économique que s'élaborent de nouveaux comportements reproductifs des couples yacatèques, toutefois, « la formalisation d'une demande de régulation de la fécondité n'aurait jamais pu s'établir aussi vite sans la pression idéologique et matérielle opérée à travers l'action de ses agents par les institutions de la santé ».

*France Prioux* par sa communication nous introduit à la problématique de sociétés contemporaines européennes, en essayant d'apporter une première réponse à une question fort intéressante : s'établit-il une norme de comportement à partir de l'introduction des nouveaux moyens de contraception ? L'auteur tout en nous rappelant que le nombre d'enfants mis au monde dans la quasi-totalité des pays européens se rapproche de deux, et qu'il correspond à une norme, intégrée plus ou moins consciemment par les couples en fonction de leur environnement (familial, social, professionnel et médiatique) précise sa question : la contraception moderne a-t-elle permis à des normes d'espacement de s'instaurer ou de se renforcer ? Ceci l'amène à étudier, dans quelques pays européens, l'évolution de l'intervalle entre première et deuxième naissance, ou plus précisément l'évolution des probabilités d'agrandissement dans les cohortes de parité 1 ainsi que le calendrier des deuxièmes naissances. L'analyse entreprise lui permet d'apporter une réponse nuancée : si la mise en place de la contraception « moderne » n'a pas entraîné une uniformisation des comportements en Europe, toutefois, note l'auteur, progressivement, les intervalles jugés trop courts ne sont plus acceptés que par une faible minorité des couples. Les cas des Pays-Bas et de la Suisse sont à cet égard révélateurs : une tendance très forte à programmer le second enfant aux environs du deuxième anniversaire de l'aîné se dégage, reflet sans doute d'une norme de comportement qui émerge, fixant les limites de variations socialement « acceptables » et à laquelle les individus-couples se réfèrent sans doute plus inconsciemment que consciemment.

*Guy Desplanques* étudie la venue du premier enfant en France entre 1960 et 1989 en donnant quelques éclairages sur la fécondité des femmes de moins de 20 ans dans d'autres pays européens. Cette analyse classique laisse toutefois de côté la question fondamentale de cette séance, à savoir l'incidence de la pression sociale sur les modifications des comportements observées.

Avec *Michel Oris* on retourne au siècle précédent, dans la même ère culturelle. Le titre de sa communication est d'ailleurs révélateur : « Transition démographique et conditionnement social de la fécondité : essai à partir de l'expérience belge du XIX<sup>e</sup> siècle. » L'auteur, en adoptant une approche en terme de régime démographique (voir aussi les communications de L. Roussel et de F. Donadjé) nous permet de mieux comprendre certains revirements brusques des comportements démographiques : en effet, selon lui, la dénatalité de la région de Serang en Belgique qu'il étudie, correspond beaucoup plus à un revirement idéologique et politique d'un groupe plutôt qu'au délaissement de sa pratique religieuse, qui n'en est en fait qu'un reflet (« la soeur et non la mère de la dénatalité »). L'auteur insiste sur « cette idéologie du mérite » qui émerge dans la société dans laquelle s'élabore la transition de la fécondité, idéologie liée à des valeurs visant la valorisation de la gestion de l'avenir (et son alter-ego, la dévalorisation de l'imprévoyance) et conduisant à une primauté du nombre. Il essaie alors de répondre à deux questions cruciales : par quels canaux les valeurs et modèles ont-ils été transmis ? Comment ont-ils été reçus et transformés par cette réception ? En apportant des éléments

de réponse tout à fait convaincants qui remettent en cause la thèse simpliste fondée sur l'importance d'un processus élémentaire de diffusion verticale par imitation servile (thèse « diffusionniste »), M. Oris conclut sa communication en insistant sur l'intérêt des « leçons du passé » et des approches globalisantes et interdisciplinaires (« le contrôle des naissances ne dépend pas d'un simple rapport entre deux variables, mais bien d'une alchimie complexe » note l'auteur), pouvant nous guider à la définition des implications utiles pour la formation de politiques de natalité.

*Giampiero Dalla Zuanne et Salvatore de La Mendola* nous proposent à la fois de changer l'échelle d'observation, le temps et l'angle de vue. Les deux auteurs dans leur communication essaient à travers une « zonisation » de l'Italie (réalisée à partir des indicateurs censés refléter le comportement reproductif) de faire émerger les liens possibles entre, d'une part les différences socio-économiques et culturelles et d'autre part, ce comportement reproductif. C'est une étude quantitative et transversale adoptant une macro-approche analytique, à l'instar de plusieurs autres recherches. Toutefois on peut toujours se demander si les indicateurs que les co-auteurs regroupent en quatre « univers de sens » (sécularisation, scolarisation, travail, revenu-consommation) sont des indicateurs de véritables variables cruciales et s'interroger sur la nature des interactions possibles, impossible à saisir dans le cadre d'une telle approche, qui est néanmoins, fort intéressante et tout à fait légitime.

*André Etchelecou*, quant à lui, en adoptant une approche systémique, considère qu'un système produit ses propres mécanismes de régulation. L'auteur traite en effet les formes d'association entre espace, développement local et régulation démographique ouvrant une autre piste de recherche, transdisciplinaire, non localisée sur les éléments individuels spécifiques à la fécondité, lui permettant de passer du local au planétaire. Pour A. Etchelecou les sociétés adoptent des stratégies de régulation, non uniformes, parmi lesquelles toutefois le mariage tardif, illustrant le caractère inconscient que peuvent prendre celles-ci, est le plus fréquemment rencontré dans l'histoire universelle. Ces stratégies visent avant tout à assurer la perpétuation du système, nécessitant l'équilibre entre ressources et peuplement. Par conséquent, la spatialisation de l'évolution historique ne saurait être considérée comme un hasard et la diffusion spatiale de la « modernité » s'effectue « selon un principe directeur d'extension centrifuge et progressive des comportements, des zones pionnières aux plus résistantes au changement » note l'auteur (les migrations jouant cette fois-ci un rôle prépondérant dans le cadre des stratégies de régulation). Ceci amène l'auteur à se poser la question sur les formes d'association entre espace, développement local et régulation démographique pour identifier des profils universels de configuration socio-spatiales, profils caractérisés par des capacités de peuplement variées. De ces profils ressort que « si dans le cadre d'un même type d'économie dominante il peut se présenter des variations de forme de relation entre l'espace, les ressources, la population, le passage de l'économie de subsistance à l'économie de production présente toujours des effets démographiques de décomposition-recomposition qui renvoient à un processus de régulation ». Le passage selon l'auteur d'une type d'économie à une autre a profondément modifié le paysage : tout en passant d'une société de contrainte à une société de choix, l'enjeu pour la vie passe en même temps, par la résolution d'un paradoxe démo-économique à l'obligation de surmonter un paradoxe écolo-économique.



*Louis Roussel* dans la dernière communication parmi les treize regroupées sous le thème « Pression sociale et fécondité » adopte une approche globale nous permettant de revenir peut-être à la question qui est sous-jacente à cette séance, à savoir quelle est la nature des formes d'échange, cette fois prises du point de vue idéologique, entre les individus/couples et la société globale. L'auteur part d'une hypothèse générale : la fécondité est considérée avant tout comme un moment d'un projet plus global, celui de construire un espace familial conforme aux attentes des acteurs. Or ces attentes sont-elles ou non adéquates aux valeurs fondamentales qui ont cours dans la société globale ? L. Roussel répondra à cette question cruciale dans la dernière partie de son texte, après avoir brièvement examiné la fécondité en régime traditionnel et dans la famille contemporaine, en passant par la chaîne intermédiaire, la transition démographique. Pour lui, en dépit des oppositions apparentes aujourd'hui entre société et famille ces deux univers sont imbriqués : des valeurs plus générales traversent également famille et société, et les préférences et refus exprimés dans les comportements familiaux prolongent en effet, tout en les spécifiant, les choix plus globaux que sont les valeurs sociétales (parmi lesquelles la norme égalité-équité tend à avoir force de loi de même que la priorité donnée aux gratifications immédiates). Si donc ces deux instances correspondent et si les individus s'efforcent de réaliser des objectifs essentiels se recoupant, peut-on proposer une représentation, même schématique desdites correspondances ? L. Roussel répond par l'affirmative, tout en insistant sur le fait qu'on pourrait valablement objecter que les valeurs qui règlent manifestement les nouveaux comportements familiaux sont beaucoup moins visibles dans la société globale : ceci nous amène alors souvent à considérer la famille comme un isolat, « un espace privilégié ou rien ne s'oppose à la maîtrise par les acteurs de leur propre histoire » alors qu'une transformation dans le même sens de la société paraît utopique. L'auteur se garde toutefois de généralisations abusives. D'une part, la correspondance « famille-société » ne signifie pas pour autant l'existence d'un seul modèle familial, unique à tous ; d'autre part, les normes familiales ne décalquent pas passivement les valeurs sociétales, il n'y a point une mécanique déterministe : les valeurs et les attentes ne peuvent pas se réduire les unes aux autres. L. Roussel nous présente un schéma logique dans le cadre d'une analyse certes synthétique, mais toutefois réductrice et mécanique. Si les valeurs sociétales sont considérées comme le dénominateur commun, informant les normes familiales qui elles mêmes règlent les comportements démographiques (entre autres, de reproduction) les relations complexes et mouvantes qui les unissent passent souvent dans l'ombre et la pondération des diverses variables n'est point mentionnée. Ceci ne renie toutefois point l'intérêt que présente son texte, d'autant plus qu'il nous rappelle avec force que la démographie reste toujours une « science humaine » à part entière et, qu'à ce titre, « elle doit faire place aux modèles d'intelligibilité qui s'appliquent à l'analyse des conduites humaines », fait que souvent les démographes ont tendance à oublier.

En concluant on est conscient que cette présentation, un peu anarchique, ne peut que révéler la richesse des communications présentées et la difficulté pour le démographe de s'attaquer à un champ d'étude miné. Toutefois, les diverses communications de cette séance, de qualité inégale certes, nous convainquent du fait que la diversité des approches n'est pas un artefact : les difficultés d'appréhender le réel, même dans le cas où l'on dispose de concepts quantifiables (démographique) pose des problèmes, la possibilité de construction de diverses objectivités sur le phénomène humain, la complexité

des concepts mis en jeu et l'absence très souvent de formalisation de la démarche qui conduit de la cause à l'effet (ici les valeurs, les idéologies, les symboles, les modèles et les normes - entre autres - et les comportements reproductifs) autorise plusieurs interprétations (et la méthode de validation empirico-formelle est dans notre cas, inapplicable). D'où - entre autres - la pluralité du discours explicatif (une des spécificités des sciences sociales, et la démographie, en est une) reflétée aussi dans les communications présentées dans cette séance. Néanmoins, même si le groupe scientifique ne s'est pas accordé sur la question cruciale « comment est constitué le monde de l'homme et de la société » (mais est-ce encore réalisable ?), on est bien loin d'un discours normatif. Le discours explicatif, marque le caractère scientifique de l'étude des activités humaines (de la reproduction dans notre cas), en dépit des obstacles rencontrés est bien avancé, et éclaire les interdépendances entre facteurs sociaux, économiques, culturels et les comportements démographiques. Mais le temps est peut-être arrivé pour valoriser les approches à la fois systémiques et interdisciplinaires. Nous pensons en effet que la perception de l'objet rend de plus en plus problématique le découpage actuel des disciplines impliquées dans son étude ; son dépassement pourrait laisser la place à un travail commun, synthétique, à un travail de reconstruction. On ne peut donc, que déplorer le peu de communications, parmi celles présentées à cette séance, allant dans ce sens : il reste encore bien du pain sur la planche pour les scientifiques s'intéressant à l'étude des articulations entre le collectif et l'individuel, des interactions entre les variables cruciales du système global et les comportements démographiques.